

Mesdames, Messieurs, Le Président, Vices Présidents et délégués de TDM

Nous nous penchons aujourd'hui sur notre territoire Français.

Oui, notre pays va mal !

Les gens survivent au lieu de vivre, et encore plus dans nos communes rurales.

Autrefois notre pays était constitué de petites communes autonomes où il faisait bon vivre. Nous sommes passés dans les années 90 en communautés des communes soi-disant pour mutualiser nos compétences, nos services.

Le résultat a été pour certaines communes une catastrophe. Effectivement les communes riches ont été obligées de se plier à cette nouvelle lubie. Combien ont perdu leur autonomie se retrouvant sous tutelle. Tout ça avec l'argent de leurs administrés !

En janvier 2017, nous sommes passés à une solution encore plus aberrante. Nous avons été happés par cette spirale infernale en regroupant encore nos communautés de communes, passant à 30, 60, 90 communes, en mutualisant encore et encore les services de proximité. Maintenant, nos administrés sont obligés de s'inscrire sur des listes interminables pour avoir une simple carte d'identité.

Le constat est alarmant, nous avons pu voir que les dotations attribuées à ces trop grands territoires n'étaient pas équitables.

Les petites communes étaient laissées pour compte et ne percevaient rien. Pourtant ces petites communes versent de l'argent pour adhérer aux com-com ou aux agglos. Impossible de refaire la voirie, les nids de poules sont rebouchés à grands coups de ciment, etc.

Expliquez-nous comment faire fonctionner ces petits territoires sans aide ?

En augmentant les taxes foncières ?

En fusionnant avec une autre commune ?

Nous avons pu constater dans le Puy-De-Dôme, qu'il s'était mis en place en janvier 2017, des agglos qui comprennent beaucoup de communes rurales. Cette usine à gaz a perdu 5 communes rurales en moins de 2 ans !

En France, à l'heure actuelle, nous avons 36000 communes c'est une richesse combien en restera-t-il demain ?

Chacun d'entre vous sait très bien que les taxes foncières et l'eau sont différentes sur chaque commune. Comment cela a-t-il été géré avec ces mariages de communes ? Le maire de ces deux communes a pris les taux les plus hauts et les habitants ont eu une hausse soit du foncier soit de l'eau.

D'ici 2020, les municipalités doivent se conformer aux normes d'accessibilité handicapés, bien sûr que c'est une volonté, mais comment ? Avec quel argent ?

Ne parlons pas de l'urbanisme, le constat est encore plus pitoyable ! Si, parlons-en ! La mutualisation fait là aussi des ravages. Aujourd'hui il est impossible d'obtenir un terrain constructible en zone rural, la solution a été bien calculée, nos maisons seront implantées sur des lopins de terrain n'excédant pas 700 m<sup>2</sup>, en mutualisant l'assainissement, le drainage des terrains, voire les toits. On se retrouve ainsi avec des maisons toutes mitoyennes, ressemblant à s'y méprendre à des clapiers à lapins !

Y en a-t-il un parmi vous qui rêverait de laisser cet héritage à ses enfants ?

La question nous vient à l'esprit : mais que vont devenir nos campagnes ? Tout ça a-t-il été bien calculé ou bien est-ce le fruit d'une pure incompétence ? Nos paysans, qui ne savent plus comment s'en sortir, reçoivent des aides à la condition de se mettre en GAEC. Ce qui signifie mutualiser, encore, mutualiser son matériel, ses hangars etc.

Quelle aberration ! On mutualise dans le but de produire toujours plus, pour moins cher.

La culture intensive va exploser !

Aujourd'hui, nous vous mettons en face de vos responsabilités. N'oubliez pas Mesdames et Messieurs les maires et adjoints, que, pour certains d'entre vous, vous ne représentez pas ce qui a été exprimé par les urnes, mais êtes nommés parmi vos conseillers municipaux. Un scrutin indirect qui permet parfois au moins bien élu de votre liste d'obtenir le meilleur poste et d'oublier parfois le but de votre engagement qui est le bien commun.

Pour prendre le problème à la base, nous voulons comprendre vos fonctionnements, nous voulons que nos votes soient pris en compte pour élire notre maire, nous voulons assister à des conseils municipaux qui ne sont pas truffés d'abréviations comme PLU, POS, GEMAPI, CUB... J'en passe et des meilleures. Elles ont certes un aspect pratique, mais c'est surtout celui de rendre votre dialecte incompréhensible !

Pour conclure, Mesdames et Messieurs, ce gouvernement nous a enlevé nos libertés, creusé les inégalités. Il est puissant, c'est vrai, mais notre mouvement est fédérateur, par le nombre, nous obtiendront une démocratie plus juste et équitable.

Nous ne lâcherons rien !

## **Nous le peuple, pour le peuple et par le peuple**

Fermetures de classes, disparition de services hospitaliers, suppressions de postes, les services publics subissent la politique d'économies budgétaires mise en place par l'Etat. La restriction des dotations impacte et menace directement leur présence sur les territoires, notamment dans les régions rurales, et amène parfois à des drames.

Nous savons tous que les services publics ne peuvent être que débiteur à la Nation, à l'inverse du privé qui lui, doit toujours être créancier, il est étonnant que l'on doive payer toujours plus d'impôts et taxes diverses et que l'on supprime par l'intermédiaire de votre collaboration toujours plus de services qui sont tant utiles au maintien de la cohésion sociale tant déclamée parmi les vôtres.

Puis-je dire que le capitalisme ultra libéral détruit les fondements de la société dans laquelle il faisait bon vivre pour tous et qui ne demandait qu'à s'améliorer pour l'équilibre du vivre ensemble français, exemplaire dans le monde entier.

Nous savons tous que le but étant de privatiser les bénéfiques, et de mutualiser les dettes, on peut dire avec honnêteté que cela ressemble étrangement à une république bananière. Nous voyons donc par le fait que ce système idéal afin d'enrichir encore plus une minorité d'individu, parasite de la société nous emmène à notre perte.

Nous avons bien compris que la manne d'argent que représente les services publics est convoitée par le secteur privé de la finance que l'on peut appeler international, car la fuite des capitaux n'étant plus soumise à contrôle, preuve de l'évasion fiscale.

Contrairement à ce que vous désirez que nous soyons tous reliés au numérique, afin d'être encore et toujours plus individualisé, au grand damne de vos souhaits, nous le peuple, refusons catégoriquement cette politique partisane.

Nous exigeons l'arrêt immédiat du démantèlement des services publics et du rétablissement de ceux disparus manquant de façon vitale pour beaucoup de communes, chacune d'entre elle est particulièrement de par sa géographie, la culture de ses habitants, les ressources et leur histoire.

Les solutions de rechange, tels les RSP (Relais Services publics) structures d'accueil polyvalentes censées offrir des prestations publiques, ne remplacent en rien la qualité de ces services. L'Etat propose désormais à ses citoyens un service public au rabais dans des territoires ruraux où son existence est directement menacée. Fermetures de classes, disparition de services hospitaliers, suppressions de postes, les services publics subissent la politique d'économies budgétaires mise en place par l'Etat. La restriction des dotations impacte et menace directement leur présence sur les territoires, notamment dans les régions rurales. Et amène parfois à des drames.

### **Concernant les écoles primaires**

Alors que l'attention des adultes devrait être la plus présente pour les plus jeunes, il faut une fois de plus faire des coupes budgétaires dans les établissements à effectif réduit, paradoxalement, l'école étant obligatoire, afin de fabriquer de bons petits travailleurs disciplinés.

L'école des Martres-sur-Morge (Puy-de-Dôme) est bloquée par plusieurs dizaines d'adultes et quelques enfants qui font l'apprentissage de la « manifestation » sur le terrain. L'origine de cette brusque montée en colère : l'annonce de la fermeture d'une classe à la prochaine rentrée. L'école compte actuellement 5 classes pour 111 élèves. A la prochaine rentrée, une trentaine d'élèves de CM2 partiront au collège, ce qui conduit mécaniquement à une fermeture de classe.

La décision de l'académie est arrêtée depuis le 6 février mais les parents d'élèves n'en démordent pas. Impossible pour eux d'accepter la fermeture de l'école primaire de Marsac-en-Livradois, dans le Puy-de-Dôme. Alors le 15 février, ils étaient encore plusieurs dizaines à se mobiliser, comme depuis le début de la semaine

Un sentiment d'abandon !

« On défend notre réalité, expose Muriel Duret, déléguée de parents d'élèves, ce n'est pas parce qu'on est en zone rurale qu'on doit être laissé pour compte ». À l'image des parents et élus municipaux mobilisés, elle refuse les conséquences de la nouvelle carte scolaire. A la rentrée 2019, l'école devrait avoir à répartir près de 120 élèves en cinq classes, au lieu de six.

Les enfants de communes n'ayant plus d'école sont contraints de se lever tôt les matins afin de rejoindre des établissements où l'on fabrique des crétins, la manifestation d'écoliers, avec slogans et pancartes dans la cour de leur école ! sur l'un de ces panneaux, on peut lire « touche pas à mon maître ! ». Mercredi 30 janvier, la petite école élémentaire des Ancizes (Puy-de-Dôme) a connu une drôle d'agitation : 80 élèves, des parents et des élus occupent le site pour protester contre le projet de fermeture d'une classe par l'Inspection Académique à la prochaine rentrée. Cette décision est justifiée par la perte de 23 élèves depuis 2 ans.

Didier Manuby, Maire (PS) des Ancizes : « Quand je reçois des gens en mairie qui veulent s'installer, on fait en sorte d'avoir des logements, des terrains constructibles. Une des premières choses qu'ils me demandent, c'est s'il y a des écoles ! on a une maternelle, une primaire, un collège. On a cette chance-là. Mes prédécesseurs ont travaillé en ce sens-là. Je voudrais continuer à ce qu'on ait 4 classes au Ancizes.

Le constat est tel que des exemples ne sont plus à démontrer, même le niveau de l'instruction a baissé considérablement, ce n'est pas parce qu'un enfant vient au monde dans une commune rurale que dès son plus jeune âge, il doit subir les erreurs de ses prédécesseurs, de plus forte raison si l'enseignement est obligatoire, ce n'est pas parce qu'une chose est inadmissible qu'elle ne doit pas être combattue.

Nous avons bien compris que la soi-disant supercherie des maths modernes n'était rien de plus que d'isoler les parents de leurs progénitures, n'étant en aucune mesure égale voire supérieur aux maths des années cinquante, c'est l'effet boomerang qui est de retourner à son destinataire.

Concernant les indépendants

La machine à broyer les indépendants à fonctionné à merveille puisque nous n'en avons bientôt plus du tout, grâce au régime social des indépendants créé le 31 mars 2005 par ordonnance sous le gouvernement Raffarin, cela était l'arme de destruction massive de nos commerçants et artisans, dont je pense qu'il fallait qu'ils rentrent dans le rang des esclaves que nous sommes tous là où nous en sommes.

Venons-en au permis de construire accordés avec complaisance aux grandes enseignes, appelée grande distribution, dont nous, habitants éloignés de ces centres, l'obligation d'un véhicule est une nécessité absolue.

D'un côté les commerçants et artisans disparaissent et de l'autre on nous présente la transition écologique vendue par ce gouvernement fantoche, il serait temps de remettre les pendules à l'heure, rétablir les commerces en zone rurale devrait être votre priorité avec accompagnement d'un régime social convenable.

## **Concernant les maisons de retraite**

Les maisons de retraite, un problème crucial pour les familles.

Ce n'est pas un désir en soi des familles que de mettre leurs anciens dans une maison spécialisée, car à ce moment nous pourrions parler d'un peuple riche afin de déléguer à une entité le soin de s'occuper de nos anciens, il est en bien autrement.

Organiser la société afin que tous citoyens travaillent avec un revenu tellement bas qu'ils n'ont pas le choix que de placer leurs anciens en maison spécialisée, règlementée, afin d'avoir un minimum d'aide, et de leur spolier par là-même leur patrimoine familial, splendide c'est le moins que l'on puisse dire.

Nous avons bien remarqué que plus aucune gêne n'est de mise car, comment se fait-il qu'une pension en EHPAD soit d'un tarif mensuel d'une fourchette comprise entre 2000 et 5000 euros alors que la majorité des pensions retraite sont de 1000 euros et bien souvent moins, pour des personnes ayant travaillé leur vie durant.

Non content de cela, à des fins de rentabilité, les vieux entrant dans ces maisons pour soi-disant être accompagnés jusqu'à leurs derniers jours, par manque de personnel et de rentabilité, ces derniers sont gavés d'anxiolytiques à demi-conscients, cloués dans leur lit ou dans un fauteuil, parfois mourant de faim.

N'oublions pas que ces services sont réservés pour les plus de 60 ans afin de maintenir leur autonomie, bravo, un enfant pour moins que cela aurait été brimé, ce qui une fois de plus n'est pas coutume le rejet de ceux ayant contribué à la pérennité de la société.

Une société rejetant leurs anciens ne peut être pérenne quand on doit à tout prix être rentable dans tous les secteurs y compris ceux de la vieillesse, ou de la jeunesse, par ce constat nous pouvons d'ores et déjà dire qu'il est orchestré la destruction de la société par la même ces fondements.

## Transport

Le mouvement est né d'une goutte de pétrole qui a fait déborder le vase de l'abandon des territoires ruraux et beaucoup plus largement de l'injustice sociale et des inégalités qui se creusent entre les classes dirigeantes et les autres.

Le gouvernement se découvre soudainement l'âme d'un grand écologiste pour engranger des milliards d'euros sur le dos des plus pauvres, quand bien même il repousse constamment les objectifs fixés pour l'environnement et recule sur les mesures écologiques (Émissions de CO<sub>2</sub>, réduction des pesticides, fermeture des centrales nucléaires...).

Pareillement pour le contrôle technique et le nouveau contrôle technique, toujours plus cher, qui sous le prétexte fallacieux de sécurité et d'écologie, cherche d'abord et avant tout à nous faire racheter des voitures, pour faire tourner les entreprises PSA et Renault et enrichir encore leurs dirigeants et leurs actionnaires.

On broie par millier des voitures presque neuves sous prétexte d'écologie. Il suffit de réfléchir deux minutes pour se rendre compte que c'est un gâchis immense d'argent et d'énergie au détriment de notre planète et des personnes ayant le moins de revenu.

J'aimerais qu'on m'explique comment une voiture électrique, qui nécessite des terres rares pour la fabrication, et des quantités importantes d'électricité pour la faire fonctionner, serait plus écologique qu'une voiture à explosion. Tout ça subventionné par de l'argent public.

Localement, nous avons organisé des actions péages gratuits, pour dénoncer l'inertie d'avoir bradé les routes à des entreprises privées, qui ne se privent pas pour reverser des milliards d'euros à leurs actionnaires. Notre autoroute doit être gratuite.

La fermeture du guichet de la gare de Thiers. Il y a moins d'un an, n'a pas suscité beaucoup de réactions parmi les élus. Cette décision est encore un exemple de déshumanisation et de volonté de numérisation de la société, et incite à ne plus prendre le train.

Pour finir, le pompon, la ligne de train entre Thiers et Boën, en zone rurale et qui permet la connexion entre Clermont Ferrand et Saint Etienne et Lyon, qui n'est pas fermée mais « en limitation permanente de vitesse à 0 km/h ». Je répète : « en limitation permanente de vitesse à 0 km/h ».

J'ai comme l'impression qu'on se fout de nous, et qu'on se moque de vous également.

Nous sommes en colère, nous nous bougeons et allons continuer de le faire, et il faut que vous preniez vos responsabilités.

Maintenant, bougez-vous !

## Police

Tant que nous parlons de santé, on peut aussi parler de sécurité. Est-il normal d'avoir accès à un service de gendarmerie deux matinées par semaine ? Que la Police Municipale soit dotée des mêmes missions que la Police Nationale alors qu'il existe une grande différence de formation et surtout une inégalité d'équipement selon les communes ? cela signifie donc que nos pauvres communes rurales ne méritent pas une protection équivalente à une commune disposant d'un plus gros budget.

## **Pompiers**

Les services de secours sont aussi touchés : entre la fermeture des CPI (Centres de Première intervention) et la fermeture des hôpitaux, une victime en situation d'urgence peut attendre 30 minutes avant d'obtenir de l'aide. Pour palier à ce manque, on nous propose de se former individuellement aux premiers secours. Je me vois obligé de signaler une évidence : un secouriste n'équivaut pas à une équipe de secouristes et encore moins à un médecin urgentiste !

(Puisque visiblement l'Etat a décidé de nous abandonner à notre sort, qu'il continue, seulement nous nous verrons bien obligés de faire de même. Si on suit cette politique, nous ne pourrons bientôt plus continuer à vous nourrir ni même continuer à financer ses dépenses. Souhaitez-vous que l'on se quitte bons amis ou allez vous faire quelque chose pour nous ?

Bonjour Mesdames et Messieurs,

Les suppressions de personnels dans les hôpitaux obligent les soignants à travailler de plus en plus rapidement au détriment du patient.

Que penser du fait de faire finir la nuit sur un fauteuil de la salle d'attente d'un hôpital à une personne nouvellement opérée que l'on avait placée dans la même chambre qu'une autre patiente âgée et démente qui hurle, insulte et jette toutes sortes d'objets, parce que le personnel de nuit sait qu'il n'y aura pas suffisamment de collègues le lendemain pour nettoyer une deuxième chambre.

Et toujours par souci d'économies, les opérations en ambulatoire sont de plus en plus pratiquées. Le nouvel opéré rentre chez lui encore groggy par l'anesthésie, une ordonnance dans la main et le lendemain on lui téléphone pour savoir s'il va bien. Que répondre si l'on ne sait pas que la douleur que nous avons là est normal ou que si le fait de vomir est normal peut être que oui alors on répond « oh que c'est gentil de m'appeler, oui, oui, ça va merci beaucoup »

Dans les EHPAD, touchés aussi de plein fouet par les agissements de ce gouvernement, il est plus rapide de faire avaler des anxiolytiques parce que l'on a plus assez de temps pour passer un petit moment avec le résident à faire un semblant de conversation, ou qu'un autre résident, voire le même, rentre sur ses deux jambes et se retrouve 1 mois après en fauteuil roulant parce que pousser les fauteuils va plus vite que d'accompagner une personne âgée qui marche lentement.

Pour les plus jeunes, ce n'est pas mieux, les maternités de nos petites villes rurales disparaissent. Les futures mamans doivent faire des kilomètres pour leur suivi de grossesse. Pour certaines qui doivent rester alitées, on leur demande de faire 1 h de voiture, voire plus pour un contrôle par semaine n'est-ce pas une aberration ?

Les enseignants des classes de nos campagnes sont mutés pour faire des classes de 12 élèves en CP dans les zones prioritaires qui se trouvent souvent dans les zones urbaines. Que devons nous comprendre, que les élèves des champs sont plus intelligents que les élèves des villes, ou que tant pis pour ceux des champs, autant les faire plus ignorants que ceux des villes au moins ils ne nous embêteront pas plus tard, parce qu'ils sauront moins bien lire, vu qu'au lieu de mettre plus de professeurs dans toutes les écoles, vous préférez leur en enlever en campagne pour qu'ils se retrouvent à 30 voire plus par classe.

Nos petites postes sont supprimées les unes derrière les autres. Dans certaines communes heureusement, les mairies mettent en place des agences postales. Mais n'est-ce pas un service public ? pourquoi nos municipalités qui subissent de plein fouet la baisse des dotations doivent elles se substituer au devoir de l'état ?

Je me permets aussi de vous parler de la dématérialisation des démarches administratives. Si vous avez un ordinateur avec une connexion internet potable et que vous savez bien vous débrouiller vous devriez à peu près bien vous en sortir. Quoique même avec toutes ces conditions, il est très difficile, voire impossible de faire une carte grise. Achetez un véhicule à une personne âgée, qui n'a même pas d'ordinateur pour enregistrer la cession de son véhicule, parce que ça aussi ça doit se faire sur internet. Vous ne pouvez pas faire votre carte grise sans le code magique de cession. Donc, le seul moyen est de payer une tiers personne en moyenne 30 € qui est habilitée par l'état pour obtenir un code magique. Donc maintenant, votre carte grise vous coûte 30 € de plus qu'avant la numérisation.

Et maintenant, la déclaration de revenu doit être uniquement numérique. Comment vont faire nos anciens ou les personnes qui ont une aversion de l'informatique ? y aura-t-il encore des personnes qui se feront de l'argent sur le dos des plus démunis ?



S'il vous plait, rejoignez nous pour nous aider à faire revenir nos services publics !

### Agriculture

Les agriculteurs et agricultrices qui composaient la majorité de la population il y a encore peu de temps, sont de moins en moins nombreux et nombreuses sur le territoire et continuent de disparaître.

Les fermes s'agrandissent, s'industrialisent, se robotisent, poussées par les pouvoirs publics et les industries. Les charges de travail sont toujours plus importantes. Les fermes sont toujours plus dépendantes des aides agricoles, les revenus continuent de baisser et poussent un nombre important d'agriculteurs et d'agricultrices au suicide.

L'état impose des normes, sous prétexte de sécurité sanitaire et d'écologie, qui amènent à des produits industriels standardisés, aseptisés, insipides et inertes, au détriment des petits producteurs qui font des produits fermiers vivants et variant au rythme des saisons.

Ces normes n'empêchent pas la pollution de l'air, de l'eau et des humains et l'utilisation d'engrais et de pesticides (rebaptisés intrants et produits phytosanitaires) toujours plus importants et les scandales sanitaires à répétition.

A Thiers, des éleveurs qui font du fromage depuis des dizaines d'années ont été interdits de vente car ils ne sont pas reliés au réseau d'adduction publique et utilisent l'eau de source. Ils ont acheté une machine à ultraviolet pour purifier l'eau, à 5 000 €. Les tests bactériologiques sont bons, mais ça ne suffit pas à l'administration.

L'agence régionale de santé, et la direction départementale de protection des populations et la mairie de Thiers se renvoient la balle et les producteurs ne peuvent plus transformer leur lait. 4 mois que ça dure, et la mairie de Thiers qui pourrait faire avancer l'histoire ne répond pas et ne fait rien. C'est honteux.

Nous comptons sur vous, élus de Thiers, pour régler rapidement cette affaire et permettre à ces producteurs de faire leur métier et d'en vivre, et d'offrir aux habitants des produits fermiers, locaux et de qualité.